

Paris, le - 5 SEP. 2025

n° 6503/SG

à

Madame et Messieurs les ministres d'État,  
Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs les ministres délégués

**Objet : Circulaire relative à la convergence et la mutualisation des données géolocalisées et cartographiques ainsi que la production de services numériques associés**

|                            |   |
|----------------------------|---|
| Domaine                    | Données de connaissance du territoire et des forêts produites par l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)   |
| Date de signature          | 5 septembre 2025  |
| Auteur                     | Premier ministre  |
| Résumé                     | La présente instruction invite les ministères à recourir davantage aux moyens et à l'expertise de l'IGN en matière de production, d'utilisation et de diffusion de données géolocalisées ainsi que de services ou d'hébergement de contenus numériques. |
| Nombre de pages et annexes | 2 pages   |

La démarche de refondation de l'action publique, lancée en février dernier, a pour objectif d'interroger les politiques publiques et de mettre en œuvre tous les moyens d'optimisation dans l'exercice des missions publiques. En cohérence, la circulaire du 19 janvier 2022 instaurait déjà le principe de n'avoir recours à des prestations extérieures qu'après avoir vérifié que l'administration ne disposait pas en interne des compétences nécessaires pour réaliser un projet.

.../...

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est l'établissement de référence pour la donnée de connaissance du territoire et des forêts. Ayant développé une grande partie de son activité (environ 40 % de son budget) en appui aux politiques publiques, l'IGN intervient comme l'opérateur de données géolocalisées et cartographiques au profit des services de l'Etat, des établissements publics et, dans une logique de mutualisation, entre les services de l'Etat et aussi avec les collectivités territoriales en matière d'acquisition d'images, de production de données géographiques de référence et de services numériques.

C'est pourquoi je demande à l'IGN de se mettre à votre disposition tant sur la production, l'utilisation et la diffusion de données géolocalisées que de services ou d'hébergement de contenus numériques élaborés à partir de ces données notamment en matière de production cartographique.

Les enjeux de souveraineté numérique de la nation, dans un contexte géopolitique complexe, imposent de concentrer et renforcer les acteurs nationaux mobilisables sur ces sujets. Cette démarche y contribuera.

En retour, je demande à tous les ministères de se saisir de cette opportunité :

- Sur les projets nouveaux en vous assurant, le plus en amont possible, que le besoin n'est ni couvert ni en cours de couverture par des données géographiques que gère ou met à disposition l'IGN ou par des services de gestion et diffusion de données géolocalisées que produit l'IGN. Vous prendrez les dispositions d'adaptation nécessaires, en lien avec la direction interministérielle du numérique (DINUM), le CGDD et l'IGN ;
- Sur les données géographiques et sur les cartes et données socles que vous utilisez, en mettant en place, en lien avec la direction interministérielle du numérique (DINUM), le CGDD et l'IGN, un plan de convergence vers des solutions utilisant des données de référence.

Vous saisirez la DINUM et le CGDD de toute difficulté d'application que vous rencontrerez afin que soit présentées à mon cabinet les dispositions correctives à prendre ou les exceptions à entériner.

Je demande conjointement à la DINUM et au CGDD, en lien avec l'IGN, de m'adresser ainsi qu'au ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification un bilan annuel de mise en œuvre de ces mesures.



François BAYROU